

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Québec : budget 2026-2027

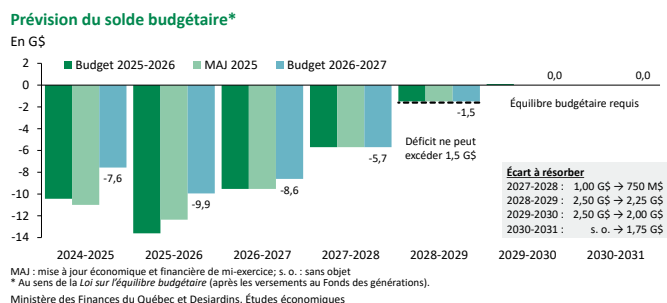
Donner (potentiellement) au suivant : un plan de retour à l'équilibre budgétaire qui demandera des décisions difficiles au prochain gouvernement

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège, et Sonny Scarfone, économiste principal

FAITS SAILLANTS

- Le gouvernement du Québec revoit à la baisse son déficit prévu pour l'exercice financier 2027 (EF 2027), qui passe de 9,5 G\$ à 8,6 G\$¹. Pour l'EF 2026, qui arrive à son terme, le déficit est également réduit, passant de 12,4 G\$ à 9,9 G\$ (graphique 1 et tableau 1 à la page 2). Les soldes budgétaires à partir de l'exercice 2028 demeurent inchangés, y compris le retour à l'équilibre à l'EF 2030, conformément aux exigences de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*.
- L'amélioration pour l'EF 2026 découle principalement de la non-utilisation de la provision pour éventualités faisant suite à la révision à la hausse du PIB des années antérieures, qui s'est répercutée sur les entrées de revenus par rapport aux attentes. En ce qui concerne l'EF 2027, la révision s'explique par une hausse plus importante des revenus totaux (+1,9 G\$) que des dépenses (+1,0 G\$) par rapport aux projections présentées dans la mise à jour économique de 2025. Globalement, le gouvernement revoit à la hausse ses revenus sur l'ensemble de l'horizon prévisionnel, et ce, avec des montants supérieurs à ceux de la révision également positive de ses projections de dépenses. Cette évolution reflète en grande partie la révision à la hausse du PIB des dernières années, qui élève le point de départ des trajectoires financières.
- D'importants écarts restent toutefois à combler. Un quart des ajustements à réaliser d'ici l'EF 2028 a été identifié (250 M\$ sur 1 G\$ à l'automne 2025), tandis que seulement 20 % des mesures nécessaires pour atteindre la cible de l'EF 2030 ont été précisées (0,5 G\$ sur 2,5 G\$ à l'automne 2025).
- La croissance de 1,1 % du PIB en 2026, puis de 1,4 % en 2027, apparaît optimiste dans le contexte actuel. À cet égard, la progression anticipée des revenus autonomes de 3,4 % survient alors que le Québec fait face à une stagnation démographique, à un marché du travail en ralentissement, à des incertitudes persistantes et à un PIB ayant reculé durant huit des dix derniers mois (en date de novembre). Ces éléments font que le Québec a amorcé l'EF 2026 avec un acquis de croissance particulièrement faible.
- Du côté des dépenses, l'optimisme semble également de mise, du moins si l'objectif consiste à préserver le panier de services, alors que le gouvernement annonce une croissance annuelle moyenne des dépenses limitée à 1,9 % sur une période de cinq ans (de

Graphique 1
Le solde budgétaire du Québec



¹ Sauf indication contraire, l'ensemble du document fait référence au solde budgétaire après les versements au Fonds des générations. Sinon, il fait référence au surplus ou déficit comptable.

l'EF 2026 à l'EF 2031). Il s'agit d'une discipline sans précédent sur une période comparable, une croissance inférieure même à celle observée durant les années les plus contraintes de la décennie 2010 – des années où l'inflation était environ la moitié de ce qu'elle est aujourd'hui.

- Le gouvernement a tenu compte de l'important déficit en maintien d'actifs et de la révision à la hausse du PIB pour augmenter les sommes allouées au Plan québécois des infrastructures (PQI). La décision de privilégier la mise à niveau des infrastructures existantes (71 % de l'ajout au PQI) plutôt que les projets à visibilité immédiate est raisonnable (et souhaitable). Cette hausse demeure toutefois modeste, considérant l'augmentation des coûts de réalisation des projets. Le déficit de maintien d'actifs pourrait ainsi continuer de croître en termes réels. La trajectoire annoncée à compter de 2028 s'inscrit par ailleurs en cohérence avec la diminution projetée du ratio de la dette nette au PIB. Il n'est pas clair que des révisions à la hausse ne seront alors pas nécessaires.
- Le gouvernement a devancé une part importante de ses emprunts au cours de l'EF 2026, soit 9,3 G\$, ce qui constitue une décision opportune dans un contexte de hausse récente des taux de long terme. Pour 2026-2027, le programme de financement est ainsi revu à la baisse, passant de 34,1 G\$ à 26,2 G\$. Les besoins devraient continuer de diminuer au cours du reste de la décennie, à mesure que les déficits se résorbent et que les investissements prévus dans le PQI se réduisent à partir de 2028. Une hausse des remboursements d'emprunts passés est toutefois attendue en 2030-2031, en cohérence avec les importants financements contractés dix ans plus tôt, lors de la première année de la pandémie.

Tableau 1
Prévisions fiscales du Québec

En G\$ (sauf si indiqué)	2025-2026		2026-2027		2027-2028		2028-2029		2029-2030		2030-2031	
	MAJ	Budget	MAJ	Budget	MAJ	Budget	MAJ	Budget	MAJ	Budget	MAJ	Budget
Revenus totaux	158,7	160,5	164,6	166,5	170,3	172,8	175,3	177,6	179,5	181,8	---	188,2
Revenus autonomes	127,5	130,0	132,5	134,4	138,2	139,8	142,8	144,6	147,5	149,4	---	154,8
Transferts fédéraux	31,2	30,6	32,1	32,1	32,1	32,9	32,5	33,0	31,9	32,3	---	33,3
Dépenses totales	166,6	168,2	169,8	170,8	173,0	175,2	175,2	177,2	177,7	179,5	---	185,5
Dépenses de programmes	156,4	158,0	159,5	160,5	161,7	164,3	163,6	165,9	166,0	167,9	---	173,2
Frais de la dette	10,2	10,2	10,3	10,3	11,3	10,9	11,6	11,3	11,7	11,6	---	12,3
Provisions pour risques économiques	2,0	0,0	2,0	2,0	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	---	1,5
Surplus (déficit) comptable	-9,9	-7,7	-7,1	-6,3	-4,2	-4,0	-1,4	-1,1	0,3	0,8	---	1,2
<i>En % du PIB</i>	<i>-1,5</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	---	<i>0,2</i>
Fonds des générations	2,5	2,3	2,4	2,3	2,5	2,5	2,6	2,6	2,8	2,8	---	2,9
Écart à résorber pour atteindre l'équilibre budgétaire lié aux activités*	---	---	---	---	1,00	0,75	2,50	2,25	2,50	2,00	---	1,75
Solde budgétaire au sens de la Loi	-12,4	-9,9	-9,5	-8,6	-5,7	-5,7	-1,5	-1,5	0,0	0,0	---	0,0
<i>En % du PIB</i>	<i>-1,9</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	---	<i>0,0</i>
Dette nette (% du PIB)	39,7	38,8	40,8	38,9	41,3	39,3	40,4	38,8	39,3	37,9	---	36,9
PIB réel (var. en %)	0,9	0,8	1,1	1,1	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	---	1,4
PIB nominal (var. en %)	4,0	4,5	3,1	3,5	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	---	3,3
Programme de financement	24,3	32,1	34,1	26,2	33,6	31,4	27,5	29,3	27,6	28,9	---	34,8
Besoins financiers nets	28,3	24,7	26,5	26,0	22,5	20,8	15,1	17,2	11,9	13,6	---	13,4

MAJ : mise à jour économique et financière de l'automne 2025; * L'écart à résorber est calculé après le solde comptable depuis le budget 2025-2026.
Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

Principaux développements

Le gouvernement présente un budget comportant peu de nouvelles mesures, comme annoncé. Il s'agit également d'un budget qui montre une amélioration de la situation budgétaire à court terme, et ce, malgré des développements principalement défavorables depuis la présentation du budget il y a un an, hormis la révision des PIB passés, notamment les conflits géopolitiques et le ralentissement progressif de l'économie québécoise.

Pour l'exercice financier qui tire à sa fin, l'EF 2026, le déficit est revu à la baisse de 2,4 G\$, pour s'établir à 9,9 G\$. Cette amélioration s'explique principalement par la non-utilisation de la provision pour éventualités, elle-même rendue possible par une révision des revenus (+1,8 G\$) supérieure à celle des dépenses (+1,6 G\$). S'y ajoutent des versements au Fonds des générations inférieurs de 200 M\$ aux prévisions.

Pour l'EF 2027, le budget est également révisé à la baisse, soit de 0,9 G\$, pour passer à 8,6 G\$. Le tout s'explique par des revenus autonomes revus à la hausse de 1,9 G\$ contre des dépenses de portefeuilles en croissance de 1,0 G\$ par rapport aux attentes de l'automne dernier (tableau 2).

Tableau 2

Révisions du cadre financier depuis novembre 2025

En M\$	2025-2026	2026-2027	2027-2028
Surplus (déficit) comptable – nov. 2025	-9 898	-7 149	-4 185
Révision des revenus	1 794	1 872	2 491
Nouvelles dépenses	1 551	988	2 260
dont : initiatives de mars 2026	37	2 133	2 565
Accélérer la transformation économique du Québec	0	480	507
Soutenir les grandes missions de l'État	0	910	928
Appuyer les Québécois et communautés	37	742	1 130
Total – révisions de la situation économique et budgétaire	243	884	231
Provision pour éventualités	2 000	0	0
Surplus (déficit) comptable – mars 2026	-7 655	-6 265	-3 954

Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

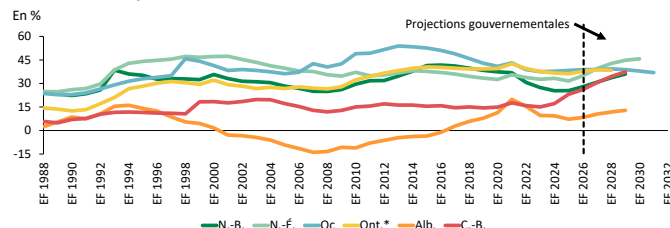
Les déficits projetés plus faibles, un ajustement comptable lié à la définition de la dette nette, ainsi que la révision récente à la hausse du PIB des dernières années permettent d'éviter que le ratio de la dette au PIB ne dépasse le seuil de 40 %. Celui-ci atteindrait plutôt un sommet de 39,3 % en 2027-2028 avant d'amorcer une trajectoire descendante pour s'établir à 36,9 % en 2030-2031. Si ces objectifs se concrétisaient, les cibles officielles de dette nette au PIB – soit 35,5 % en

2032-2033 et 32,5 % en 2037-2038 – seraient à portée de main. Le Québec afficherait alors un ratio d'endettement équivalent ou inférieur à ceux de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique (graphique 2)

Graphique 2

Le ratio de la dette nette au PIB devrait maintenant atteindre un sommet de 39 % en 2028-2029

Ratio dette nette/PIB



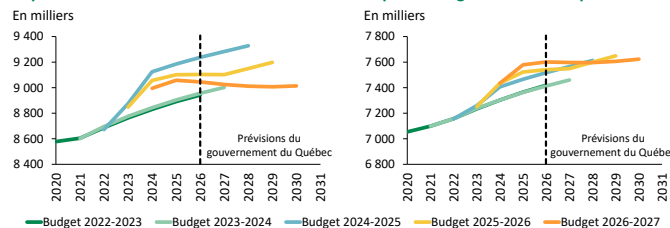
EF : exercice financier ; * Selon la mise à jour automnale de 2025.
Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

À propos des projections démographiques, le recul de 24 000 personnes au Québec au cours du dernier trimestre de 2025 concorde avec les estimations de décroissance projetée au cours des prochaines années (graphique 3). Entre l'EF 2027 et l'EF 2031, la réduction attendue est de 31 000. Selon les données ventilées par âge, l'Enquête sur la population active montre que la population en âge de travailler (15 à 64 ans) est déjà stable et appelée à diminuer au cours des prochaines années, tandis que la cohorte des 65 ans et plus continuera de croître à un rythme soutenu, quoique graduellement plus modéré à la suite de l'atteinte prochaine de cet âge par les plus jeunes baby-boomers.

Graphique 3

Population revue à la baisse; la croissance du PIB potentiel passe de 1,7 % à 1,5 %

Population totale



Documents budgétaires du gouvernement du Québec et Desjardins, Études économiques

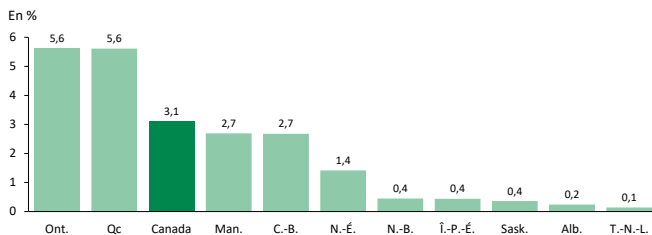
Les hypothèses concernant l'économie et les revenus semblent optimistes... pour un scénario de base

Comme l'année dernière, le budget présente différents scénarios au regard des nombreuses incertitudes présentes dans l'économie. Quelle sera l'incidence de la révision de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM)? Qu'advient-il des tarifs sectoriels non protégés par l'accord, qui font que le Québec affiche, à égalité avec l'Ontario, les tarifs effectifs les plus élevés au pays (graphique 4)? Quelles seront enfin la durée et l'ampleur du conflit en Iran?

Graphique 4

Le Québec et l'Ontario sont les provinces les plus touchées par les tarifs américains

Taux tarifaire effectif moyen* des États-Unis sur les importations canadiennes par province, décembre 2025



* Taux tarifaire effectif moyen basé sur les droits calculés au niveau du SH6, pondérés par les exportations provinciales vers les États-Unis.
Statistique Canada, United States International Trade Commission et Desjardins, Études économiques

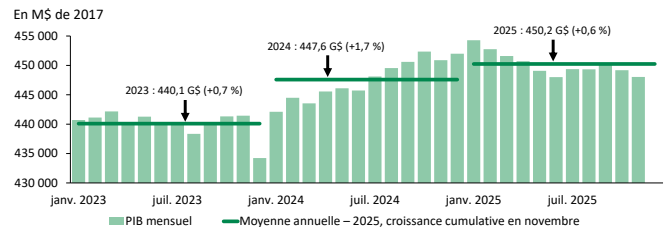
Même s'il s'agit d'une pratique souhaitable, le scénario de base, celui sur lequel repose la présente analyse, pourrait davantage s'apparenter à un scénario optimiste. En particulier, de nouvelles données démographiques publiées ce matin indiquent désormais une diminution de la population québécoise en variation annuelle, un recul plus rapide qu'anticipé. Cette tendance accentue les risques à la baisse entourant les perspectives économiques.

La croissance de 1,1 % du PIB en 2026, puis de 1,4 % en 2027, apparaît optimiste dans le contexte actuel. À cet égard, la progression anticipée des revenus autonomes de 3,4 % survient alors que le Québec fait face à une stagnation démographique, à un marché du travail en ralentissement, à des incertitudes persistantes et à un [PIB ayant reculé durant huit des dix derniers mois](#) (en date de novembre) (graphique 5). Ces éléments font que le Québec a amorcé l'EF 2026 avec un acquis de croissance particulièrement faible. Dans le cadre de nos prochaines prévisions économiques et financières, la croissance du PIB réel pour le Québec sera légèrement revue à la baisse pour l'année en cours, d'autant plus que les [pertes d'emplois observées le mois dernier](#), que nous jugeons probablement surestimées, constituent un autre élément plaidant pour la prudence en ce début de 2026.

Graphique 5

Le PIB réel du Québec est à son niveau de l'été 2024

Québec – PIB réel



Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Aussi, les propos tenus ayant trait à la provision pour éventualités et pour les écarts à résorber font sourciller certains. Dans le premier cas, un montant est prévu pour de nouveaux engagements du prochain chef du gouvernement, qui sera bientôt premier ministre. Une provision pour éventualités se veut habituellement un palier contre des revenus insuffisants ou des dépenses ponctuelles imprévues. Pour le second, les montants qui restent à identifier pour respecter la *Loi sur l'équilibre budgétaire* aux EF 2029 et EF 2030 sont significatifs dans la mesure où il y aura déjà de fortes pressions sur les dépenses et des bases économiques qui limiteront la croissance des revenus. Toutefois, le budget énonce que « [l]orsque l'incertitude, principalement liée à la révision de l'ACEUM, se dissipera, la conjoncture économique devrait se rétablir et permettre de résorber les écarts ». La réalité est que cela est l'équivalent d'une provision pour éventualités négative... bref, une issue souhaitable pour l'économie québécoise, mais pas garantie.

Détails des dépenses et des nouvelles mesures

Le ralentissement marqué de la croissance des dépenses constituera le principal moteur du retour à l'équilibre budgétaire. Une hausse moyenne de 1,9 % au cours des cinq prochaines années, alors que les prévisions des économistes concernant l'inflation ne sont pas inférieures à la cible traditionnelle de 2 %, implique que le financement des missions de l'État sera soit sous pression, soit appelé à bénéficier de gains d'efficacité notables. [Nous soulignons récemment](#) que la croissance des dépenses n'a jamais été inférieure à l'inflation sur un horizon de trois ans. C'est pourtant ce qui est maintenant attendu pour l'EF 2028, l'EF 2029 et l'EF 2030.

Si une stagnation ou une réduction de la population peut contribuer à ralentir la croissance des coûts de système, une progression des dépenses en santé limitée à 3 % entre l'EF 2026 et l'EF 2028 semble toutefois présumer de gains d'efficacité supérieurs à ceux observés par le passé, alors même que la population des 75 ans et plus augmentera de façon marquée. À titre indicatif, les dépenses de santé moyennes des 75 à 79 ans

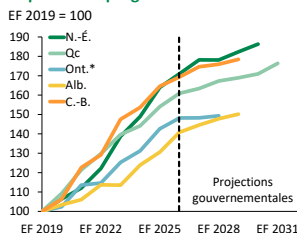
sont près de 40 % plus élevées que celles des 70 à 74 ans. En éducation, une croissance de 2,2 % au cours des prochaines années paraît plus plausible, bien que les hausses salariales octroyées récemment restreignent l'espace disponible pour les autres types de dépenses.

Plusieurs feront valoir que le Québec a connu une croissance des dépenses supérieure à celle de nombreuses autres provinces (graphique 6). Toutefois, parmi les provinces les plus peuplées, l'Ontario et surtout l'Alberta ne sont pas confrontées aux mêmes défis démographiques. Cette dernière bénéficie notamment d'une immigration interprovinciale qui demeure la plus élevée au pays, ce qui atténue sensiblement les pressions structurelles sur ses finances publiques, puisque ces nouveaux arrivants, généralement en âge de travailler, contribuent à limiter la hausse de l'âge moyen de la population.

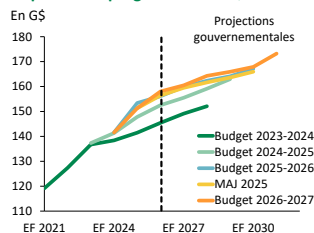
Graphique 6

Les dépenses de programmes du Québec par rapport aux autres provinces

Dépenses de programmes



Dépenses de programmes au Québec



EF : exercice financier; * Chiffres basés sur les prévisions de la mise à jour de mi-exercice de l'EF 2025.
Statistique Canada, documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

Les nouvelles initiatives sont limitées, au-delà de ce qui est laissé au sein de la provision pour éventualités pour la personne qui sera premier ministre en avril, et chevauchent les constats énumérés précédemment.

Au cours des cinq prochains exercices financiers :

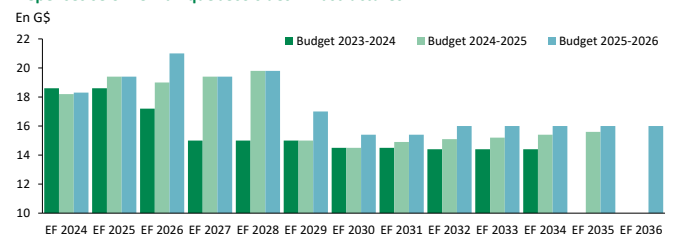
- ▶ 1,7 G\$ sont mis de l'avant pour « accélérer la transformation économique du Québec », dont 693 M\$ en soutien à l'adaptation (voire secteurs d'avenir), 581 M\$ en soutien aux PME et 429 M\$ en appui au secteur culturel.
- ▶ 4,3 G\$ en soutien aux missions de l'État, dont 2,2 G\$ en santé et services sociaux, 639 M\$ en éducation, 392 M\$ en soutien à la formation en enseignement supérieur, à l'intégration au marché du travail et à la recherche ainsi que 1,1 G\$ en sécurité et accès à la justice.
- ▶ 3,6 G\$ en soutien divers, notamment pour la conversion de 5 000 places en garderies privées en places subventionnées, pour renforcer la résilience des communautés face aux changements climatiques et pour appuyer le rayonnement de la culture.

Le gouvernement a tenu compte de l'important déficit en maintien d'actifs et de la révision à la hausse du PIB pour augmenter les sommes allouées au PQI (graphique 7). La décision de privilégier la mise à niveau des infrastructures existantes (qui représente 71 % de l'ajout au PQI) plutôt que les projets à visibilité immédiate est raisonnable (et souhaitable). Cette hausse demeure toutefois modeste, considérant l'augmentation des coûts de réalisation des projets (3,4 G\$ entre les EF 2027 et EF 2031, en plus de 1,8 G\$ devancés dans l'exercice se concluant). Le déficit de maintien d'actifs pourrait ainsi continuer de croître en termes réels. La trajectoire annoncée à compter de 2028 s'inscrit par ailleurs en cohérence avec la diminution projetée du ratio de la dette nette au PIB. Il n'est pas clair que des révisions à la hausse ne seront alors pas nécessaires. Ici aussi, le scénario de base semble pencher vers... le scénario souhaitable.

Graphique 7

Des dépenses d'infrastructures revues légèrement à la hausse à moyen terme

Dépenses selon le Plan québécois des infrastructures



EF : exercice financier
Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

Programme d'emprunt et marchés financiers

Le gouvernement a devancé une part importante de ses emprunts au cours de l'EF 2026, soit 9,3 G\$, ce qui constitue une décision opportune dans un contexte de hausse récente des taux de long terme. Pour 2026-2027, le programme de financement est ainsi revu à la baisse, passant de 34,1 G\$ à 26,2 G\$ (tableau 3 à la page 6). Les besoins devraient continuer de diminuer au cours du reste de la décennie, à mesure que les déficits se résorbent et que les investissements prévus dans le PQI se réduisent à partir de 2028. Au total, entre l'EF 2028 et l'EF 2031, le gouvernement entend se financer à hauteur de 124,4 G\$.

Une hausse des remboursements d'emprunts passés est toutefois attendue en 2030-2031, en cohérence avec les importants financements contractés dix ans plus tôt, lors de la première année de la pandémie.

Tableau 3
Programme de financement

En G\$	2026-2027		2027-2028		2028-2029		2029-2030		2030-2031	
	MAJ	Budget	MAJ	Budget	MAJ	Budget	MAJ	Budget	MAJ	Budget
Besoins financiers nets	26 536	26 040	22 485	20 799	15 052	17 217	11 924	13 638	---	13 390
Remboursements d'emprunts	12 977	14 448	13 629	13 143	14 989	14 535	18 219	17 727	---	23 958
Utilisation du Fonds des générations pour le remboursement d'emprunts	-2 500	-2 500	---	---	---	---	---	---	---	---
Retraits du Fonds d'amortissement des régimes de retraite	-2 500	-2 500	-2 500	-2 500	-2 500	-2 500	-2 500	-2 500	---	-2 500
Utilisation des emprunts effectués par anticipation	-448	-9 264	---	---	---	---	---	---	---	---
Total	34 065	26 224	33 614	31 442	27 541	29 252	27 643	28 865	---	34 848

MAJ : mise à jour économique et financière de l'automne 2025
Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

Conclusion

Le budget 2026-2027 est déposé dans un contexte particulier : fin de mandat, campagne électorale imminente, finances publiques serrées et une économie mondiale en pleine tourmente géopolitique. Dans ces conditions, on n'attendait pas de grandes annonces, malgré un contexte électoral qui incite habituellement les gouvernements à la générosité.

Si on peut dire que le budget d'aujourd'hui s'inscrit effectivement sous le thème de la sobriété, des rentrées d'argent issues des révisions à la hausse de l'assiette fiscale ont tout de même permis certaines interventions ciblées, en soutien aux réseaux des services publics et aux entreprises, notamment pour stimuler l'investissement et l'innovation.

Cela dit, les fondements restent fragiles, ce qui pourrait compromettre l'atteinte de l'équilibre budgétaire en temps requis, en dépit de l'embellie budgétaire annoncée aujourd'hui. Le plan exige une croissance annuelle moyenne des dépenses de l'ordre de 1,9 % sur cinq ans. Il s'agit d'une discipline sans précédent sur une période comparable, une croissance inférieure même à celle observée durant les années les plus contraintes de la décennie 2010 – des années où l'inflation était environ la moitié de ce qu'elle est aujourd'hui. Il faut rappeler que les effectifs du secteur public ont crû de près de 22 % depuis 2018, soit environ trois fois plus vite que la population. Cette dynamique est au cœur du déficit structurel actuel, et les mesures de rationalisation annoncées à ce jour restent modestes au regard de l'ampleur de la hausse, d'autant plus que des renouvellements de conventions collectives sont prévues dans deux ans.

De surcroît, un écart résiduel de 2 G\$ demeure non financé en fin de trajectoire. Le gouvernement choisit donc de laisser à son successeur (potentiel) le soin d'identifier les leviers manquants. D'ailleurs, la dissipation de l'incertitude reliée à l'ACEUM, qu'on présente comme élément catalyseur de la résorption de ces écarts, apparaît comme une hypothèse plutôt téméraire, cette situation étant très incertaine, de l'aveu même du gouvernement. Le maintien d'une provision pour éventualités représente au moins un certain coussin en cas d'une issue défavorable, mais l'effort d'identification demeurerait entier. Cela d'autant plus que

la croissance très serrée des dépenses de portefeuilles qui est actuellement prévue augmente la probabilité d'utilisation de la réserve.

Du côté des investissements, le rehaussement du PQI demeure plutôt minimaliste, dans un contexte où les coûts de réalisation des travaux sont en augmentation. Le déficit de maintien d'actifs a continué de croître en termes réels malgré des hausses successives de celui-ci, et la trajectoire programmée des investissements à ce chapitre à partir de 2028 soulève des questions sérieuses sur l'état futur du stock public. La bonne nouvelle est que les sommes sont désormais vouées davantage au maintien des actifs qu'à de nouvelles infrastructures. Cela dit, la forte croissance de la population ces dernières années requerra tout de même une bonification du parc d'infrastructures publiques, ce qui pourrait exercer des pressions supplémentaires sur le taux d'endettement du gouvernement. Rappelons que ce dernier prévoit que le ratio de la dette nette au PIB plafonnera dès l'an prochain.

En somme, ce budget reflète la posture d'un gouvernement en fin de mandat dans un contexte difficile : il maintient une trajectoire vers l'équilibre budgétaire, fait preuve d'une certaine sobriété, mais transfère à son successeur potentiel des défis structurels irrésolus, à l'heure où la pérennité du panier de services aux citoyens est sous pression. Il faudra espérer que la campagne électorale qui s'amorcera dans les prochains mois sera une occasion d'avoir un débat en profondeur sur les compromis qui s'imposent.